



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Augmentation des actes de cybercriminalité dans l'Eure depuis 2018

Question écrite n° 13083

Texte de la question

Mme Christine Loir alerte M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer concernant l'augmentation drastique des actes de cybercriminalité en France et notamment sur le département de l'Eure. En effet, si la prévention est primordiale et a été renforcée, encore trop de personnes se font escroquer. Pour preuve, les chiffres sur ces cinq dernières années. Dans l'Eure, la gendarmerie a vu passer le nombre de faits de 57 en 2018 à 1 516 en 2022, soit une hausse de 2 560 %. Entre 2018 et 2023, à l'échelle nationale, il y a eu une hausse de 43 % d'infractions constatées. Ces chiffres ne prenant pas en compte la différence entre les faits connus et réels qui semble être assez importante. Ces actes de cybercriminalités sont, en grande majorité des escroqueries (80 %), 10 % sont liées à des atteintes aux personnes ou haines en ligne, 10 % sont des atteintes aux systèmes d'information. Mme la députée s'est mobilisée sur les actes de cybercriminalité sur les réseaux sociaux, notamment pour les mineurs, et reste convaincue qu'il reste énormément de travail, concernant la mise en place de dispositif pour filtrer les arnaques aux SMS ou le meilleur moyen d'action après que l'arnaque ait eu lieu. En effet, si la prévention augmente, l'un des problèmes récurrents auxquels sont confrontées les victimes est la possibilité de remboursement. Aujourd'hui, si un individu voit son compte se faire vider suite au fait d'avoir cliqué sur un mel frauduleux, il est quasiment impossible pour lui de récupérer son argent. Il est urgent de mettre en place des dispositifs permettant de dédommager les victimes. De plus en plus de personnes âgées, peu initiées à ces technologies, se font avoir. C'est pourquoi elle lui demande s'il va prendre ce problème à bras le corps.

Données clés

Auteur : [Mme Christine Loir](#)

Circonscription : Eure (1^{re} circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 13083

Rubrique : Internet

Ministère interrogé : Intérieur et outre-mer

Ministère attributaire : [Intérieur et outre-mer](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 novembre 2023](#), page 10398

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)